



## **STOP au massacre des emplois à la DRFiP 35 ! Rassemblement devant la Direction le mercredi 25 janvier**

Au titre de l'année 2022, la DRFiP 35 a supprimé 55 emplois (13 A+, 2 A, 25 B et 15 C) et le Directeur s'est félicité de l'implantation de 35 emplois au titre de la création du SAPF de Redon et de l'antenne Centre de Gestion Retraite de Fougères.

Ces 35 emplois correspondent au redéploiement utile pour assurer ces nouvelles missions, par prélèvement d'agents sur les autres services du département.

En effet, à terme le département et plus particulièrement les services de Rennes, contribuent à hauteur de 99 emplois à la relocalisation des nouveaux services (SAPF de Redon, antenne SIE de Lannion, Centre de contact pro de Cahors, Pôle national de contrôle à distance, Service liaison rémunération).

Le CSA Local convoqué pour valider la localisation des suppressions d'emplois 2023 pour notre direction précise: *«Le dossier emplois 2023 aboutit à une diminution nette de 21 emplois qui se décompose ainsi :*

*+ 3 emplois nets au titre des reprises, renforts et redéploiements internes cibles (29 implantations et 26 prélèvements) ; la plupart de ces mouvements sont adaptés à une évolution des missions et/ou un transfert d'activité ;*

*- 14 emplois au titre de la contribution proportionnelle ;*

*- 10 emplois nets au titre des correctifs charges et enjeux, environnemental et opérationnel.»*

Le massacre des effectifs de la DGFIP se poursuit, véritable plan social permanent, au plan local comme au plan national.

Le Contrat d'Objectifs et de Moyens (COM) 2023-2027 propose de poursuivre en les amplifiant les restructurations dans toute la DGFIP. C'est clairement l'annonce d'un nouvel affaiblissement majeur des conditions de travail et d'exercice des missions pour les services!

Depuis des années déjà, les tensions se multiplient, avec les restructurations, les suppressions d'emplois, les emplois vacants et le recours accru à la contractualisation., ainsi que la multiplication des dysfonctionnements des applications informatiques.

Ces nouvelles perspectives auront pour conséquence d'aggraver les difficultés partout, qu'il s'agisse du travail, de ses conditions ou de la gestion des personnels !

C'est inacceptable !

Nos missions sont essentielles pour le budget de l'État et celui des collectivités, avec toutes les recettes et dépenses qui s'y rattachent, ainsi que pour l'équité de toutes et tous devant l'impôt. La dégradation constante de leur exercice met à mal cette exigence.

**Dès lors, nous vous invitons le 25 janvier à un rassemblement revendicatif devant la direction, pour porter vos doléances à notre Directeur.**

**RDV MERCREDI 25 JANVIER ENTRE 8 h45 ET 9 h  
DEVANT L'ENTREE DE LA CITE ADMINISTRATIVE**